



**POLITIQUE DE DÉLIVRANCE DES PERMIS,
PROPRIÉTÉ ÉTRANGÈRE ET VIABILITÉ DES
ENTREPRISES
MPO, RÉGION DU PACIFIQUE**

COMITÉ DES PÊCHES ET DES OCÉANS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES
18 MAI 2023



Conseil canadien des pêcheurs professionnels

- Créé en 1996 dans le cadre du programme du conseil sectoriel des ressources humaines de DRHC.
- Depuis plus de 25 ans, on suit et on rend compte du rendement économique et des tendances de l'offre de main-d'œuvre dans l'industrie de la pêche.



Contrastes dans le rendement socio-économique des pêcheries

	Pacifique	Atlantique
Changement dans les emplois dans les pêches, de 2010 à 2019	Baisse de 18 %	T.-N.-L. : en baisse de 10 % Maritimes : en hausse de 6 à 17 %
Revenus moyens, emplois dans le secteur des pêches, en 2019, et changement après l'inflation depuis 2010	23 900 \$ - hausse de 32 %	37 500 \$ dans les Maritimes, en hausse de 137% 27 400 \$ à T.-N.-L. , en hausse de 85 %
% de la main-d'œuvre de pêcheurs âgés de 55 ans ou plus	40 %	Maritimes : 31 % T.-N.-L. : 45 %
Revenu des pêcheurs à titre de part de la valeur totale au débarquement	29 %	37 %

Si les pêcheurs en Colombie-Britannique recevaient la même part de la valeur totale au débarquement que dans la région de l'Atlantique, les revenus de pêche moyens augmenteraient de plus de 6 000 \$.

Données des déclarants de Statistique Canada



Ce n'est pas une omelette; c'est une politique défailante qu'il faut revoir

• **Option 1 : PIFPCAC**

- Les permis et les quotas retournent à la Couronne après avoir appartenu aux pêcheurs pendant un délai donné (p. ex. 7 ans)

• **Option 2 : nouvelle structure de propriété**

- Tous les permis et quotas sont rendus à la Couronne :
 - au moment de la retraite dans le cas des pêcheurs;
 - au bout de 7 ans, par exemple, dans le cas des non-pêcheurs.
- Une banque de permis à but non lucratif ou appartenant à la Couronne offre des baux à long terme à des prix abordables.

Mises en garde

- Ces options ne fonctionneront que si les pêcheurs peuvent acheter des permis et des quotas à une juste valeur marchande pour une entreprise de pêche.
 - Il peut s'avérer nécessaire d'établir un conseil d'examen chargé de réglementer les prix et d'offrir un processus d'appel.
- L'option 1 est impossible sans un organisme de prêt aux pêcheurs ou un autre mécanisme établi précisément pour assurer un accès à un crédit abordable.



Option 2 – exemple : flétan de la Colombie-Britannique

- Les prix courants pour les quotas de flétan varient entre 100 \$ et 125 \$ par livre.
 - Ces prix seraient inférieurs si les entreprises et les spéculateurs étaient exclus du marché.
- Environ 7 millions de livres ont été débarquées en 2021.
 - Valeur totale des quotas : de 700 à 870 millions de dollars.
- Environ 85 % des quotas appartenaient à des personnes ou à des entités autres que les propriétaires-exploitants qui pêchent le flétan.
- Coût d'achat de 85 % du quota aux prix actuels : de 600 à 740 millions de dollars.
 - Cet investissement est gérable si des frais de location abordables ou des versements abordables dans le cadre d'un accord de location-achat (p. ex. 30 % de la valeur au débarquement) permettent de le rembourser sur une période de 25 à 30 ans.



Concentration des entreprises et contrôle étranger : conséquences involontaires d'une politique de permis défailante aux mauvais résultats socioéconomiques

- Malgré des difficultés, un secteur des pêches résilient dans la région de l'Atlantique revitalise les communautés côtières et les Premières Nations, où la plupart des pêcheurs gagnent un revenu de la classe moyenne.
- La situation est presque à l'inverse dans le secteur de la pêche commerciale dans la région du Pacifique.
 - Il y a un déclin constant de l'emploi, et les revenus sont faibles et précaires.
 - Les perspectives de carrière sont peu intéressantes, étant donné que l'industrie n'est pas concurrentielle pour la nouvelle offre de main-d'œuvre.
 - Les communautés côtières et les Premières Nations perdent des habitants et leur viabilité économique.
- La politique de permis contribue de façon importante aux mauvais résultats socioéconomiques.
 - Limiter le contrôle étranger sera utile, mais cette mesure ne suffira pas à elle seule à renverser la tendance au déclin.
- Comme il était recommandé dans le rapport de 2029 intitulé *Partager les risques et les retombées*, il faut procéder à un examen approfondi de la politique de permis.
- Il est essentiel en premier lieu d'appliquer le principe de séparation des flottilles, puis d'établir un modèle de propriétaire-exploitant propre à la Colombie-Britannique.